



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité territoriale Tarn-Aveyron
ICPE n° 2013-0239

28 JAN. 2015

Arrêté de mise en demeure du
pris à l'encontre de la SARL RODRIGUEZ
ZI de Bonnetcombe - 11 et 12 rue de la Ferronnerie – 81200 MAZAMET

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014, publié au journal officiel de la République française le 2 août 2014, portant nomination de M. Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 paru au recueil des actes administratifs le 2 septembre 2014 donnant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013 autorisant la SARL RODRIGUEZ à exploiter une unité de lavage et de valorisation d'emballages, située ZI de Bonnetcombe, aux 11 et 12 rue de la ferronnerie sur le territoire de la commune de Mazamet ;

Vu la visite d'inspection du site du 16 décembre 2014 réalisée par l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 janvier 2015 ;

Considérant que lors de cette visite l'inspection a constaté les faits suivants :

- l'exploitant stocke des emballages souillés à l'extérieur des bâtiments sur des aires non étanches et non prévues à cet effet ;
- la quantité de conteneurs souillés présente dans les installations dépasse la quantité maximale autorisée dans l'arrêté ;
- l'exploitant n'a pas réalisé les travaux d'aménagement relatifs au comportement au feu des bâtiments (murs coupe-feu, flocages ignifugeants, portes coupe-feu) prévus dans le dossier de demande d'autorisation ;
- l'exploitant n'a pas mis en place les mesures permettant de recueillir et de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'un incendie ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5.1.2.1, 1.2.4, 7.2.1 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013 ;

Considérant dès lors, aux fins d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, qu'il convient de mettre en demeure la SARL RODRIGUEZ de se conformer aux dispositions techniques applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,
a r r ê t e

Article 1 - La SARL RODRIGUEZ est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques suivantes annexées à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

« Article 5.1.2.1 - Vidange et stockage des emballages souillés

(...) Les emballages souillés en attente de lavage sont stockés à l'intérieur des bâtiments sur des aires étanches prévues à cet effet. »

Article 2 - La SARL RODRIGUEZ est mise en demeure de respecter les quantités maximales d'emballages souillés fixées à l'article 1.2.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 - La SARL RODRIGUEZ est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 7.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013 :

* en aménageant les bâtiments G, H et I, conformément aux conclusions du diagnostic d'ouvrage de l'APAVE du 22/03/2011 annexé au dossier de demande d'autorisation, à l'exception de la réalisation du mur coupe feu Ouest du bâtiment G qui n'est plus nécessaire suite au rachat de la maison d'habitation voisine ;

* en mettant en place les portes coupe feu 1/2 heure, munies d'un ferme-porte, séparant entre eux les bâtiments A et B, A et F, G et H, H et I.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

- de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013 en aménageant les surfaces de tous les bâtiments pour permettre de retenir les eaux d'extinction d'un incendie (étanchéité des sols et des murs sur une hauteur de 15 cm, seuil des accès rehaussés). L'exploitant s'assurera que la hauteur de 15 cm est suffisante pour retenir le volume d'eau d'extinction nécessaire et l'adaptera le cas échéant.

Les bâtiments A, B et C sont également concernés par ces aménagements puisqu'ils ne peuvent être raccordés à la rétention du bâtiment F qui n'a pas été construit.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le maire de Mazamet et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à la mairie de Mazamet pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Albi, le 28 JAN 2014
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Hervé TOURMENTE

Délais et voies de recours : Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées au tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV - 31068 TOULOUSE CEDEX :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.